

Le néolibéralisme, une mystification intellectuelle

■ Sous la bannière “Non au néolibéralisme”, le collectif Tam Tam attaque le gouvernement fédéral. Mais le néolibéralisme est un mot inventé par la gauche pour mettre sur le dos des libéraux la faillite de la social-démocratie.

La récente campagne du collectif citoyen Tam Tam attaque le gouvernement fédéral au nom d’une guerre déclarée au “néolibéralisme”. S’il y a bien un concept fédérateur pour la gauche, c’est celui-là. A l’en croire, pratiquement tous les maux de la société sont imputables au néolibéralisme. La condamnation du néolibéralisme est une formule sacramentelle. Dans les librairies, la table des nouveautés est colonisée par des ouvrages, tous identiques, égrenant les sempiternelles jérémiades et imprécations contre le néolibéralisme : apparemment, faire figurer le mot honni sur la couverture d’un manuscrit est devenu une condition suffisante pour qu’un éditeur accepte de le publier.

Pourtant, aussi surprenant que cela puisse paraître, le néolibéralisme n’existe pas. La gauche l’invoque constamment mais absolument personne ne s’en revendique. Aucun intellectuel ne se définit comme néolibéral et aucun gouvernement au monde n’applique les idées prétendument attribuées à cette doctrine fantomatique. C’est une mystification intellectuelle. Cette théorie inventée de toutes pièces par des intellectuels antilibéraux en vue de discréditer indirectement le libéralisme est un agrégat de propositions caricaturales, d’affirmations cyniques, de mythes (sélection du plus fort, démantèlement de la sécurité sociale, négation de toute normativité, etc.), de citations tronquées ou mensongèrement attribuées aux libéraux. Depuis, les choses se sont compliquées : en raison du caractère prolifique de cette littérature antilibérale depuis des décennies, les intellectuels antilibéraux en sont venus à considérer de bonne foi que les amalgames, inventions et mensonges de leurs prédécesseurs sur le libéralisme constituaient réellement le corpus du libéralisme.

Les détracteurs du néolibéralisme prennent toujours soin de distinguer “libéralisme” et “néolibéralisme”. Après le naufrage des idéologies collectivistes du XX^e siècle, il est devenu malaisé de s’attaquer frontalement au libéralisme en tant que tel. La tradition libérale est indissolublement liée à l’émergence de l’Etat de droit, de la séparation des pouvoirs, de la démocratie, du constitutionnalisme, des libertés fondamentales, de la distinction Eglise/Etat et des droits de l’homme. Mieux vaut donc dé-

solidariser artificiellement les deux pans (politique et économique) pourtant indissociables du libéralisme et affubler le second du préfixe “néo” pour en faire un repoussoir.

Une politique sociale-démocrate

On m’accusera sans doute de jouer sur les mots. Qu’importe le flacon, ce que nous critiquons, diront mes contradicteurs, ce sont les recettes : privatisation, dérégulation, démantèlement des protections sociales, etc. La crise que nous subissons n’est-elle

pas la conséquence de ces politiques (néo) libérales désastreuses ?

Loin de moi évidemment l’idée de nier l’existence du libéralisme (et son rôle salutaire). Mais, en réalité, les idées libérales sont tout sauf dominantes aujourd’hui. Depuis plusieurs décennies, les politiques adoptées un peu partout en Europe et aux Etats-Unis sont sociales-démocrates. Avant l’émergence de l’actuel gouvernement libéral et jusqu’en 2014, la Belgique a mené une politique sociale-démocrate et en porte aujourd’hui les stigmates. La preuve par cinq. Premièrement,

une politique économique libérale implique un budget en équilibre. Or, la Belgique vote des budgets en déficit à tous les niveaux de pouvoir depuis presque dix ans (même si ce déficit se réduit et que l’équilibre budgétaire sera probablement rétabli d’ici un an ou deux). Deuxièmement, une politique économique libérale implique un faible prélèvement fiscal.

Or, avec la France, la Belgique détient – tous les rankings le confirment chaque année – le record mondial en termes de pression fiscale et parafiscale. Troisièmement, une politique économique libérale

implique des dépenses publiques modestes : en 2014, la Belgique dépensait 54,3 % de son PIB ! Bien au-delà de la moyenne européenne déjà très élevée. Milton Friedman disait que, au-delà de 30 % de prélèvement annuel du PIB, une économie cessait d'être libérale. Avant que le gouvernement fédéral ne décide de mettre fin à la gabegie selon une trajectoire budgétaire raisonnable, la Belgique n'a jamais réduit massivement ses dépenses publiques ces dernières décennies : entre 2007 et 2013, les dépenses publiques par rapport au PIB en Belgique ont même augmenté de...

7,4 % (Eurostat). Quatrième-ment, une politique économique libérale implique un endettement limité : l'endettement de la Belgique avoisinait 106 % en 2014 (104 % aujourd'hui). Cinquièmement, une politique économique libérale implique une

administration de taille raisonnable : la Belgique totalise une administration de 814 000 fonctionnaires, ce qui place notre pays au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE en termes de fonctionnaires par habitant.

Eviter la faillite de la sécu

Prétendre que la Belgique est aujourd'hui menacée par une libéralisation sauvage, c'est vivre dans un univers parallèle.

Ce déni pathologique du réel explique également l'incapacité de comprendre que les mesures de maîtrise des dépenses publiques sont motivées, non par la volonté de "faire des cadeaux aux riches" au détriment des pauvres mais par le souci de garantir la pérennité du sys-

tème de sécurité sociale au profit des plus faibles et des générations futures. Suivre les recettes de contemporains du néolibéralisme, c'est, paradoxalement, se diriger résolument vers ce vers quoi ils mettent en garde : la faillite de la sécurité sociale.

En définitive, cette peur irrationnelle procède d'une erreur d'analyse fondamentale : nos démocraties occidentales souffrent non d'un "excès" de libéralisme mais d'un "manque" de libéralisme. Le néolibéralisme est un mot inventé par la gauche pour mettre sur le dos des libéraux la faillite de la social-démocratie.

Non au "capitalisme de connivence"

Même s'ils en méconnaissent la cause, les antilibéraux n'ont néanmoins pas tort de dénoncer, dans les démocraties occidentales, la pression exercée par les milieux

économiques et financiers sur le monde politique pour faire passer des législations qui les avantagent. Adam Smith dénonçait déjà ce fait. Ce phénomène, appelé "capitalisme de connivence", est nocif au fonctionnement du marché et a toujours été combattu par les libéraux. C'est le fruit maudit non du libéralisme mais de l'interventionnisme des politiques sociales-démocrates : la corruption est fille de

la réglementation. Les politiques sociales-démocrates consacrant l'extension illimitée des pouvoirs de l'Etat ont coïncidé avec la montée en puissance de ce capitalisme

de connivence. Rien qu'aux Etats-Unis, ce sont 4 000 milliards de dollars qui sont distribués chaque année aux entreprises. Tout le monde veut sa part de butin. Loin de pousser à la dérégulation, l'establishment industriel favorise l'essor de nouvelles réglementations car, même s'il en pâtit, il sait que ses concurrents, moins bien établis que lui, en souffriront davantage.

Il y a deux ans, certains m'ont accusé de révisionnisme parce que je niais l'existence du néolibéralisme. Cela m'a rappelé un passage de Zadig, le célèbre roman de Voltaire. Zadig était menacé d'exécution car, à la grande fureur des sages de Babylone, il niait l'existence des griffons. Et cela alors même qu'un archimage avait composé 13 volumes sur les propriétés du griffon !

Et si, plutôt que de dissenter à l'infini sur les calamités imputables à cette créature fantasmagorique qu'est le néolibéralisme, on examinait rationnellement le bilan de ce gouvernement ?

Et si, plutôt
que de dissenter
à l'infini sur
les calamités
imputables
à cette créature
fantasmagorique
qu'est le
néolibéralisme,
on examinait
rationnellement
le bilan de ce
gouvernement ?